

tude des chiffres du rapport, la production charbonnière polonaise. Un peu de sérieux, camarade! La Pologne a annexé la Silésie allemande, et il n'est pas difficile, dans ces conditions, de produire 10 p. c. de plus qu'en 1938, sans pour cela parler d'une situation différente de celle d'une stagnation.

3. — Je pense que l'ensemble des chiffres cités par Jérôme se rapporte à la situation du premier semestre 1946. Depuis lors, réellement, il y a eu des changements et, dans ce sens, le camarade Haston peut donner l'exemple de la Tchécoslovaquie où il y a eu une augmentation de la production, mais il ne pourra nous donner un seul exemple d'un pays quelconque en Europe, où la production ait dépassé le niveau le plus bas d'avant la dernière guerre, celui de 1938. Le camarade Jérôme a insisté sur le fait que le point de comparaison lui-même était déjà un point de stagnation et que les neur dixièmes des pays n'ont même pas atteint ce point de stagnation. A cet argument, le camarade Haston n'a pas répondu.

4. — Le camarade Haston a prétendu qu'il y a dans les pays du continent un développement rapide de la production, dans le secteur des moyens de production, développement qui serait seulement arrêté par la pénurie de matières premières. Cela est faux. Nous avons vu que la bourgeoisie a été incapable de réorienter son industrie d'une façon générale dans tous les pays européens. Nous voyons que dans tous les pays, dans la mesure où il y a un développement du secteur des moyens de consommation, la bourgeoisie fait tout son possible pour détourner cette production vers l'exportation dans le but d'accumuler le capital-argent nécessaire pour se rééquiper. Elle n'a nulle part encore réalisé cet objectif.

5. — Le camarade Geoffroy a cité comme exemple de ce qu'aurait dû être l'orientation de notre Internationale, l'orientation du III^e Congrès de l'Internationale communiste : « Front Unique — Vers les masses », ces deux mots d'ordre ont été lancés, en premier lieu pour servir en Allemagne après 1921, et deux ans après, il y a eu 1923, et personne maintenant n'oserait dire qu'en 1921 il y avait une situation de « stabilité relative ».

6. — Le camarade Geoffroy dit que les luttes économiques « découlent » de la reprise économique. Cela n'a pas de sens. Le schéma classique du mouvement ouvrier dit : s'il y a une reprise économique, il y a demande de main-d'œuvre, et la classe ouvrière est plus forte pour imposer des augmentations de salaires au patronat. Est-ce cela, à l'heure actuelle, la lutte gréviste qui « découle » de la reprise? Je pense qu'il est inutile d'insister; nous savons que c'est la situation contraire; ce sont les ouvriers qui se débattent contre un abaissement de leur standard de vie, que la bourgeoisie est obligée de leur imposer précisément pour pouvoir se rééquiper, et c'est justement pour cette raison qu'on ne peut comprendre les luttes économiques actuelles et l'impasse dans laquelle se trouve la bourgeoisie, si on ne saisit pas les caractéristiques générales de la situation telles que le camarade Jérôme les a données.

7. — Je voudrais enfin répéter deux choses qui ont été dites « en passant », dans l'espoir qu'il s'est agi uniquement d'actes manqués. Sinon, ces camarades feraient mieux de préciser leur position à ces sujets. Le camarade Haston a parlé d'une « nouvelle bourgeoisie » en Russie qui est « trop faible encore », et puis il a parlé d'autre chose. Le camarade Geoffroy a dit que la position de l'Internationale consiste à espérer la régénérescence prolétarienne en U. R. S. S. à travers le renforcement des positions russes sur l'arène mondiale. Espérons que ces camarades feront un peu plus attention à ce qu'ils disent, afin de ne plus affirmer des choses diamétralement opposées à la ligne politique qu'ils défendent. Venons-en à la structure économique du monde actuel. Je pense qu'il faut d'abord marquer un point essentiel : c'est que le marché mondial n'est pas encore rétabli. Je voudrais rappeler au camarade Geoffroy que, il y a deux mois, des capitalistes sont allés au Danemark et ont voulu payer comptant des produits agricoles qui s'y trouvaient, n'ont pas pu trouver les moyens de transport nécessaires et, de ce fait, le marché ne s'est pas conclu, les stocks se sont accumulés au Danemark, alors que, dans les pays en question, on avait réellement faim. On a vu aussi le cas des livraisons de viande ratées de l'Argentine en Angleterre. Je voudrais savoir comment Geoffroy expliquerait tout cela dans le cadre d'un commerce mondial soi-disant « normalisé ». En réalité, la situation qui existe maintenant est beaucoup plus proche de celle qui existait pendant la guerre que de la situation normale du capitalisme. Nous voyons qu'il y a des circuits fermés entre différents pays et entre ces différents circuits, aucun ou très peu de rapports. Par exemple : le circuit de l'Europe Centrale, qui a complètement rompu avec les autres circuits. A la première place du marché extérieur tchécoslovaque, se trouve ainsi la Suisse. Un deuxième circuit fermé est celui de l'Europe Occidentale; là le relèvement de l'économie française, belge, hollandaise et anglaise se fait sur une base de rapports mutuels entre ces pays. Cela est possible suite à la destruction du concurrent allemand qui jouait le premier rôle avant la guerre, mais aussi suite au fait que les Etats-Unis n'ont pas encore repris la place de l'Al-

lemagne. Jusqu'ici, les U. S. A. ne sont pas intervenus d'une façon décisive pour chasser un concurrent sur aucun marché du monde entier, même pas en Amérique du Sud. L'économie des Etats-Unis est encore concentrée sur le marché intérieur, qui forme ainsi le troisième grand circuit fermé. Etant donné que les importations américaines jouent un rôle relativement restreint et que les économistes bourgeois prévoient que, jusqu'à la fin de 1947, il n'y aura pas de programme d'exportation sérieuse exécuté par les Etats-Unis, aussi longtemps qu'il n'y a pas fusion entre les trois circuits, il ne peut être question de rétablissement normal du marché mondial ni du commerce européen.

Le financement du commerce européen avant la guerre était basé sur ce qu'on appelait le commerce triangulaire. Dans ce commerce, il y avait trois courants : les pays d'Europe Occidentale et « neutres », qui avaient des devises étrangères, payaient les importations industrielles allemandes (par exemple). Avec cet argent, l'Allemagne payait les importations agricoles des pays balkaniques et méridionaux qui, à leur tour, pouvaient acheter des produits industriels dans les pays à devises solides.

Ce système est rompu, d'une part, parce que les pays sunommés n'ont plus de devises, et, d'autre part, parce que les pays agricoles de l'Est, faisant partie du glacié soviétique, ne constitueront plus un marché important pour les pays occidentaux qui exportent des produits industriels. La source du mal est l'effondrement de l'économie allemande, et même dans le cas où les trois circuits se refermeraient, même dans ce cas, il n'y aurait pas rétablissement du marché européen aussi longtemps qu'il n'y a pas eu un relèvement sérieux de l'économie allemande.

Sur le plan politique. — Je pense qu'on peut déterminer le grand facteur « d'ordre » qui existait avant la guerre, du point de vue de la structure politique du monde, comme l'Empire britannique. Cet empire est en train de se fractionner et, jusqu'ici, l'impérialisme américain n'a pas été capable de remplacer dans ce rôle l'impérialisme anglais. Les camarades qui parlent de « stabilisation relative » doivent se poser ce problème : Est-ce qu'en '22 ou '24, des situations, même comme celle de Trieste, étaient possibles? Était-il possible, à ce moment-là, de voir des situations révolutionnaires relatives, telles que celles qu'on connaît maintenant sur la moitié du globe : en Grèce, Yougoslavie, Indochine, Indonésie, Chine, Japon, Indes, Palestine, etc.

Cette rupture de la structure du monde capitaliste apparaît d'une façon claire, dans les tentatives manquées jusqu'ici de l'impérialisme américain de construire des organismes internationaux, qui contrôlent l'ensemble du monde capitaliste. Je pense qu'il y a nécessité de dire que nous avons été trop « optimistes » pour les Américains quand nous avons pensé que, immédiatement après la guerre, l'impérialisme serait capable de créer des organismes tels qu'une « police mondiale », des « directions économiques mondiales », un front uni politique effectif et constant entre les pays capitalistes, etc.

Il n'y a pas encore un organisme international de répartition des matières premières sous les ordres de l'impérialisme américain, et je pense qu'il faudra attendre encore longtemps pour le voir se réaliser. Je pense que c'est dans ce sens que nous pouvons dire que la bourgeoisie a été incapable de résoudre les problèmes immédiats qui se sont posés devant elle et pour lesquels elle a essayé d'échafauder des solutions.

Sur le problème de l'U. R. S. S. — Je pense qu'il y a actuellement une discussion en cours, et il aurait été faux de soumettre, pour l'adopter au C. E. I., une vue d'ensemble. Le S. I. a donné son opinion, et sur la base des documents en main, la discussion doit suivre son cours.

Critiques. — Je pense qu'effectivement la bureaucratie a été obligée de faire des concessions aux masses, mais que ces concessions sont purement formelles et politiques. Par exemple, l'organisation des J. C. en Ukraine, dans une résolution, a exigé l'élection des dirigeants, à tous les échelons. Une chose pareille, inconnue depuis vingt ans, reflète une pression certaine. Par contre, sur la question économique, je pense qu'il n'y a eu aucune concession; il y a, au contraire, une très grande augmentation du coût de la vie qui n'a pas été compensée par une augmentation des salaires.

Situation politique actuelle. — D'accord avec les définitions de Jérôme. Je pense qu'il faut seulement insister sur cette différence essentielle qu'il y a entre les luttes économiques actuelles et celles d'après 14-18, différence qui indique combien il est faux de mettre ces luttes sous un même dénominateur. Après 14-18, les luttes ont rapporté des concessions essentielles aux masses (semaine des 48 heures, etc.); après cette guerre, on ne voit nulle part la bourgeoisie capable d'accorder des concessions du même genre, et c'est dans ce sens qu'il est faux de parler de luttes économiques élémentaires. Nous voyons que sur le plan économique, les ouvriers se sont bien rendu compte des notions essentielles de notre programme qui, dans le passé, était fermé pour eux, comme, par exemple, le rapport entre le contrôle ouvrier et la lutte pour les salaires; la suppression du

secret commercial, etc. Toutes ces notions sont devenues une propriété commune de nombreuses couches de la classe ouvrière dans le monde entier, tandis qu'elles formaient dans le passé seulement une partie constitutive de ce programme que, d'après Geoffroy, on a l'habitude de répéter tous les six mois. Je pense qu'on peut caractériser la situation actuelle comme celle du programme transitoire. Il faut donc envisager le problème du débordement sous cet angle et concevoir dans ce contexte la création du parti révolutionnaire. Personne n'a jamais prétendu qu'il existe la possibilité d'un débordement mécanique et automatique des directions bureaucratiques, pas plus qu'on n'a jamais dit que, seulement dans une situation révolutionnaire, on peut construire le parti. On a insisté, par contre, à juste titre, sur ce que la situation actuelle est particulièrement favorable à cette construction du parti, étant donné que les ouvriers eux-mêmes, au cours de la lutte, commencent à saisir le sens de nos mots d'ordre.

Il ne faut pas comprendre la question du débordement des organisations stalinienne comme un phénomène éruptif. C'est toute une expérience des mouvements grévistes consécutifs, c'est toute une période de luttes et de trahisons stalinienne qui peuvent amener ce débordement. Notre conviction à nous tous et la base de l'action de l'Internationale, doit être que nous sommes entrés dans cette période.

(Session Discussion politique... suite)
CONRAD

Camarade président, camarades. Je pense aussi, comme le camarade Haston et le camarade Geoffroy, que ce document est totalement inadéquat en tant que rapport politique sur la situation mondiale, pour le C. E. I. Ce que le document déclare, dans la mesure où il déclare quelque chose, c'est qu'il perpétue les erreurs commises dans la résolution de la pré-conférence d'avril.

Léon Trotsky a utilisé une fois une phrase excellente qui, je pense, peut s'appliquer au rapport du camarade Jérôme : « En tentant de dépasser sa œuvre, il est pris au piège ». Avant de passer à la question principale de la discussion de cet après-midi qui porte sur les perspectives économiques pour l'Europe, j'aimerais d'abord revenir sur quelques points au sujet de l'U. R. S. S. Le camarade Haston a déjà souligné que ce sont précisément les amendements du parti anglais qui demandent que les camarades ne confondent pas la situation ou les conditions objectives avec la bureaucratie stalinienne; et cependant le document du camarade Jérôme, comme s'il avait fait une extraordinaire découverte, attribue aux camarades anglais la déclaration selon laquelle nous considérons que la bureaucratie est politiquement et économiquement consolidée. Les camarades qui ont lu l'amendement du parti anglais verront tout à fait clairement de quelle manière nous traitons de la situation en Russie relativement au monde impérialiste, et l'analyse de l'état ouvrier, et les relations de classe au sein de l'état ouvrier. Le critère pour nous dans cette discussion était la force ou la faiblesse de la Russie relativement à l'impérialisme mondial. Nous discutons la question qui avait provoqué deux déclarations très claires de la part de tendances trotskystes. La première, celle du camarade Cannon, selon laquelle la guerre n'était pas terminée; la seconde, celle reproduite dans « Neuer Starbuck », selon laquelle la Russie avait perdu la guerre. Nous considérons que ces deux déclarations, qui peuvent paraître aujourd'hui sans importance, étaient une conséquence de la ligne contenue dans la résolution d'avril. Quelle que soit la manière dont on puisse juger ces déclarations, nous pensons que la responsabilité des vues contenues dans cette idée au sein de notre mouvement international, et le fait que les camarades n'ont pas clarifié ces idées, réside dans les implications de la résolution d'avril. Si nous considérons la question de l'Union Soviétique selon la manière dont les camarades anglais le font, et de la manière dont nous en parlons dans nos amendements à la résolution de la pré-conférence, personne ne peut nier que par rapport à 1938 par exemple, ou en général par rapport à la période d'avant guerre, la Russie occupe stratégiquement, politiquement et économiquement, une situation bien plus forte par rapport à l'impérialisme mondial que dans la période d'avant guerre.

Le camarade hollandais a dit qu'il n'en était pas ainsi parce qu'avant et pendant la guerre, l'impérialisme était divisé, et que cette division n'existe plus à cause de la défaite du facteur agressif, l'impérialisme allemand; mais il est loin d'être vrai que la bourgeoisie ne soit pas divisée.

Si l'on considère la force du point de vue politique, et ceci est évidemment la force principale de la bureaucratie stalinienne, la puissance du P. C. F. en France, du P. C. en Italie, dans l'ensemble des Balkans, en fait dans la plus grande partie de l'Europe, et le rôle que ces partis jouent politiquement en aidant la bureaucratie contre-révolutionnaire, prouve que la bureaucratie a infiniment plus de moyens et d'outils pour réaliser ses manœuvres qu'avant la guerre. Stratégiquement, si l'on la considère seulement du point de vue militaire, on peut voir que la position de l'Union Soviétique est infiniment plus forte

que celle qu'elle avait avant guerre. Économiquement, je pense que nous avons l'expression la plus claire de la ligne de la résolution de la pré-conférence d'avril dans l'article de notre expert pour la Russie, John G. Wright. Dernièrement il a publié un article qui fait, à mon avis, la déclaration la plus ahurissante qu'on ait jamais faite dans toute l'histoire de notre mouvement : que toute l'histoire de la Russie est une histoire de crises économiques et d'extrêmes contradictions. Une telle déclaration, même au sujet de pays capitalistes, serait singulièrement fautive, et particulièrement au sujet de l'Union Soviétique, une telle déclaration est, — je ne peux trouver un mot suffisant pour la caractériser.

Si l'on étudie « La Révolution Trahie », on y trouve une analyse de la structure politique et de classe de l'Union Soviétique; on y trouve une appréciation des possibilités de l'économie nationalisée et planifiée au sein de l'Union Soviétique et en même temps le rôle contre-révolutionnaire et désastreux que joue la bureaucratie. Mais si l'on considère pourquoi nous dénonçons l'Union Soviétique, et c'est en raison de l'économie planifiée, nous pouvons voir l'illogisme de l'argument de ceux qui déclarent que la Russie est dans un état permanent de crises, car si l'existence de l'économie planifiée ne permettait pas le développement des moyens de production, mais au lieu de cela produisait la situation décrite par John G. Wright, il est alors tout à fait clair que John G. Wright ne serait pas plus longtemps pour la défense de l'U. R. S. S., mais serait défaitiste.

Je pense que cet argument n'est pas accidentel, mais qu'il découle de la résolution de la pré-conférence d'avril. Maintenant il y a un point où je voudrais aborder, et c'est la question de l'importance déterminante du réformisme.

A ce sujet, si l'on considère la situation telle qu'elle existe aujourd'hui, on peut voir que le réformisme joue un rôle beaucoup plus déterminant que jamais auparavant dans l'histoire. Telle est la situation actuellement. Si on la considère d'après les possibilités de développement du P. C. en Amérique, en Angleterre, en Afrique du Sud, etc., comme une réflexion inévitable de l'évolution actuelle vers la révolution, on voit que pour nous le réformisme est l'un des plus importants facteurs dans la situation mondiale. Dans ce sens, il est impossible de comprendre ce que veut dire le camarade Jérôme lorsqu'il nous accorde que la réformisme joue un rôle important, mais non déterminant dans la situation actuelle. En fait, aujourd'hui, les réformistes sont le facteur le plus important dont nous avons à tenir compte. (Sous le nom réformistes, j'inclue les stalinien aussi bien que les sociaux-démocrates.)

J'en viens à la question de l'économie; je pense que c'est probablement la question la plus importante, étant donné qu'elle implique non seulement une estimation et une analyse de l'économie européenne dans la période immédiate, mais qu'elle détermine en grande partie la tactique et la stratégie de nos partis européens et mondiaux dans la prochaine période. Les camarades parlent maintenant de reprise, reconnaissent qu'il y a une reprise de la production dans un certain nombre de pays capitalistes. Ceci est un pas en avant. En même temps, les camarades défendent la phrase qui se trouve, et pas accidentellement, dans le document de la pré-conférence d'avril : il s'agit de stagnation et de marasme. Maintenant les camarades ne peuvent vouloir dire deux choses, stagnation et marasme (au moins en anglais « stagnation and slump »; peut-être y a-t-il un sens différent en français) à un sens très clair et très défini. Marasme (slump), par exemple, serait la situation qui existait pendant le marasme (slump) mondial en 1931.

Si nous étions dans une situation de stagnation et de pourrissement, nous serions dans une situation analogue, par exemple à celle du marasme mondial, ou d'un autre côté, étant donné que ces mots furent écrits il y a quelques mois, ou peut-être un an après la « libération » (période pendant laquelle aucun fait appréciable ne s'était produit dans l'économie); cela signifierait que les camarades pensaient, lorsqu'ils utilisèrent ces phrases sur la stagnation de l'économie européenne prise dans son ensemble, que l'économie stagnerait au niveau qui existait juste à la fin de la guerre. Si cette phrase signifiait quelque chose, c'est seulement cela qu'elle peut signifier. Il est impossible de maintenir cette phrase et les idées qui en découlent si on veut parler en même temps de reprise. Quelques mots en passant à ce sujet. Je m'imaginai pour ma part, il y a quelque temps, que cette phrase était simplement accidentelle, que peut-être les camarades voulaient dire par là que la reprise serait limitée et se maintiendrait à un niveau très bas, mais je me suis aperçu que c'était simplement une erreur d'interprétation, car le camarade Jérôme insiste sur cette formulation dans le présent rapport.

Si nous prenons par exemple un pays, la France, nous voyons qu'en août 1945, la production industrielle générale, les indices généraux de la production indiquaient 33 p. c. du niveau d'avant guerre, 60 p. c. en mars 1946, ceci en six mois, 80 p. c. en juin 1946; ceci, camarades, si la langue anglaise a une signification quelconque, peut difficilement s'appeler stagnation ou marasme (stagnation or slump). Les camarades peuvent dire, et c'est pré-